

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**MARIE BRIZARD WINE & SPIRITS**

Société anonyme à conseil d'administration  
au capital de 156.785.752,20 euros  
Siège social : 10-12 Avenue du Général de Gaulle  
94220 CHARENTON LE PONT  
380 695 213 RCS CRETEIL

**Avis de convocation rectificatif à l'avis de réunion**

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Marie Brizard Wine & Spirits (la « **Société** ») sont informés qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale mixte qui se tiendra le jeudi 25 juin 2026, à 10 heures, dans les locaux Le Tripot Régnier, situés 10-12, rue Mathurin Régnier – PARIS 15<sup>ème</sup>, sur l'ordre du jour suivant :

**De la compétence de l'Assemblée Générale ordinaire**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
4. Approbation des conventions réglementées et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce ;
6. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à Monsieur Aymeric de Beauvillé, Président du Conseil d'administration de la Société ;
7. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à Monsieur Fahd Khadraoui, Directeur Général de la Société ;
8. Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société ;
9. Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Rita Maria Zniber ;
10. Renouvellement du mandat de Forvis Mazars en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ;
11. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société dans le cadre du dispositif prévu à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;

**De la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire**

12. Délégation de compétence à donner au Conseil à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;
13. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social, par émission – avec maintien du droit préférentiel de souscription – d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la Société ;
14. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par émission – sans droit préférentiel de souscription - d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la Société, dans le cadre d'offre(s) au public autres que celles visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier ;
15. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par émission sans droit préférentiel de souscription d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la Société, par offre(s) au public visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier ;

16. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription ;
17. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital de la Société, en rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société sur les titres d'une autre société ;
18. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés ;
19. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise ;
20. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par émission d'actions réservées aux salariés avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers ;
21. Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions ordinaires existantes ou à émettre au profit de bénéficiaires à déterminer parmi les membres du personnel salarié et les dirigeants mandataires sociaux ;

#### **De la compétence de l'Assemblée Générale ordinaire**

22. Pouvoirs à donner en vue des formalités.

#### **Projets de résolutions présentés par le concert et non agréés par le Conseil d'administration**

Résolution A : Fin du mandat d'administrateur de Monsieur Cyril Cahart

Résolution B : Fin du mandat d'administrateur de Monsieur Hachem Belghiti

Résolution C : Fin du mandat de Monsieur Guillaume de Bélair

Résolution D : Nomination de Monsieur Sylvain Gaudillat en qualité d'administrateur

Résolution E : Nomination de Monsieur Giuseppe Rinaldi en qualité d'administrateur

Résolution F : Nomination de Monsieur Marc Tournier en qualité d'administrateur

Résolution G : Amendement à la troisième résolution (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

Résolution H : Résolution consultative sur le respect de la norme IAS 24 et des obligations de transparence en matière de transactions avec les parties liées du groupe COFEPP

#### **Rectificatif à l'avis de réunion n°2601794 paru dans le BALO n°60 du 20 mai 2026**

Les projets de résolutions numérotées de 1 à 22 qui seront soumis au vote de l'assemblée générale mixte de la Société ont été publiés dans l'avis de réunion paru dans le BALO n°60 du 20 mai 2026 et demeurent inchangés.

Les projets de résolutions A à H reproduits ci-dessous ont été présentés par le concert et ne sont pas agréés par le Conseil d'administration :

#### **Projets de résolutions présentés par le concert et non agréés par le Conseil d'administration**

**Exposé des motifs du concert : Préambule : configuration capitalistique atypique et risques d'extraction de valeur au détriment des actionnaires minoritaires**

Marie Brizard Wine & Spirits (la « Société ») est une société anonyme à conseil d'administration. Conformément à l'article L. 225-35 du Code de commerce, le conseil détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre ; il se saisit, en outre, de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent — pouvoir qui suppose, pour être effectif, l'indépendance de ses membres à l'égard des intérêts qu'ils doivent contrôler.

Or, la Société présente une configuration capitalistique parfaitement atypique. La Compagnie Financière Européenne de Prise de Participation (la « COFEPP »), qui détient près de 80 % du capital social et 86 % des droits de vote, est simultanément (i) l'actionnaire ultra-majoritaire de la Société, (ii) son concurrent commercial direct sur les segments du whisky et de la vodka d'entrée de gamme et (iii) son fournisseur, appelé à devenir exclusif sur certaines activités à horizon 2027 — la part des achats réalisés auprès de parties liées à la COFEPP étant passée, sans qu'aucune information détaillée n'en soit fournie, de 4,2 % à 10,1 % du total des achats entre 2019 et 2023.

Cette triple casquette n'est pas une simple particularité actionnariale : elle constitue, en elle-même, un dispositif susceptible d'organiser objectivement un transfert de valeur des actionnaires minoritaires vers l'actionnaire de contrôle, sans qu'il soit nécessaire d'imputer à quiconque la moindre intention répréhensible. Quelle que soit la qualité personnelle des dirigeants en place, la configuration les place mécaniquement dans une situation de conflit d'intérêts permanent : toute décision relative aux prix de transfert, à l'allocation de la trésorerie, aux contrats d'approvisionnement, à la politique de distribution ou à la stratégie commerciale du Groupe est, par construction, susceptible de bénéficier prioritairement à l'actionnaire de contrôle.

Plusieurs éléments objectifs, recueillis dans la documentation publiée par la Société elle-même, confirment que cette configuration n'est pas demeurée théorique. Le document d'enregistrement universel 2025 mentionne expressément que « aucune convention règlementée n'a été conclue par la Société » au titre de l'exercice 2025, et fait apparaître à « Néant » l'ensemble des rubriques 6.4.1 à 6.4.5 et 6.5. Dans le même temps, le tableau des transactions avec les parties liées (note 6 des comptes consolidés) révèle l'existence de flux significatifs avec les autres filiales du groupe COFEPP au titre de 2025 : 7,5 millions d'euros d'achats de marchandises et de matières premières, 16,0 millions d'euros de ventes de produits finis, 2,8 millions d'euros de prestations de service, auxquels s'ajoutent 2,0 millions d'euros de dettes fournisseurs et 1,3 million d'euros de créances clients au 31 décembre 2025.

La qualification systématique en « conventions libres portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales » d'opérations dont le caractère de pleine concurrence n'est positivement démontré nulle part ne saurait être tenue pour neutre. La Société indique certes, dans son document d'enregistrement universel 2025 (§ 6.6), procéder à cette qualification « au vu des critères décrits dans la Charte » ; mais elle s'abstient de rendre cette charte publique, contrairement aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers, de sorte que ni les critères qu'elle retient ni leur application aux flux concernés ne peuvent être vérifiés par les actionnaires. Elle organise objectivement une zone d'opacité au cœur même de la relation commerciale entre la Société et son actionnaire de contrôle, dont la conformité au principe de pleine concurrence ne peut être réputée satisfaite que si elle est positivement démontrée.

Cette opacité s'accompagne d'une absence revendiquée de politique de distribution. Le document d'enregistrement universel 2025 (§ 7.4.2) reconnaît expressément qu'« au vu de sa situation financière, la Société n'a pas arrêté de politique en matière de distribution de dividendes », alors même que la Société est rentable depuis trois exercices consécutifs (EBITDA de 13,6 millions d'euros et résultat net part du Groupe de 9,1 millions d'euros en 2025) et dispose d'une trésorerie nette consolidée de 45,3 millions d'euros, intégralement non investie. Aucun des projets de croissance externe annoncés depuis l'augmentation de capital de février 2021 n'a abouti à une opération d'une taille significative ; la seule opération mentionnée par la Société à ce titre, l'acquisition fin 2025 d'une société de distribution au Danemark — marché par ailleurs présenté comme en recul —, est sans commune mesure avec les ressources disponibles et ne saurait justifier la rétention prolongée d'une trésorerie de cet ordre au bilan.

La cohérence d'ensemble de ces différents éléments — configuration capitalistique atypique, imbrication majoritaire du conseil d'administration avec l'actionnaire de contrôle, opacité des flux intragroupes qualifiés en conventions courantes sans démonstration positive, absence revendiquée de toute politique de distribution, accumulation d'une

trésorerie non investie — révèle une chaîne d'effets dont le résultat objectif est, indépendamment de toute appréciation subjective des intentions des personnes en place, le suivant : une valeur économique substantielle s'accumule au bilan d'une société cotée sans être restituée à ses actionnaires, dans une configuration où l'actionnaire de contrôle dispose simultanément des moyens d'en capter une partie par voie de flux intragroupes opaques, et de l'instrument permettant, à terme, d'en revendiquer le solde au prix d'une éventuelle sortie de la cote calibrée sur une valeur économique artificiellement minorée.

Le Concert vous propose, en conséquence, par les présents projets de résolution : (i) de mettre fin par anticipation aux mandats de trois administrateurs dont la situation personnelle ne permet pas d'exercer la mission de surveillance dans des conditions d'indépendance suffisantes vis-à-vis de l'actionnaire de contrôle (Résolutions A à C) ; (ii) de nommer en remplacement trois administrateurs qui disposent tant de la compétence sectorielle et financière requise que de l'indépendance vis-à-vis de l'actionnaire de contrôle nécessaire à l'exercice effectif de leurs fonctions (Résolutions D à F) ; (iii) d'amender la troisième résolution à l'ordre du jour afin d'y inscrire la distribution d'un dividende ordinaire de 0,04 euro par action, prélevé intégralement sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport » (Résolution G) ; et (iv) de signaler par voie de résolution consultative, et d'appeler les commissaires aux comptes à s'exprimer en assemblée sur, les manquements relatifs au respect par la Société de la norme IAS 24 et de ses obligations de transparence en matière de transactions avec les parties liées (Résolution H).

#### **Commentaire du Conseil d'administration :**

A titre préliminaire, le Conseil d'administration souhaite rappeler que le concert poursuit, depuis plus de 2 ans, une stratégie ouvertement activiste fondée sur la formulation de soupçons et d'insinuations non corroborés par des éléments probants, tout en demandant à la Société de faire abstraction des obligations qui lui incombent en matière de secret des affaires. Cette démarche est guidée par la recherche d'un avantage financier propre, sans considération pour l'intérêt social de la Société.

Concrètement, comme cela est indiqué par le concert la Société MBWS est notoirement contrôlée par son actionnaire majoritaire la COFEPP, qui détient 79,30% du capital et 86,19% des droits de vote de la Société. C'est également le cas d'autres sociétés contrôlées par des actionnaires intervenant sur les mêmes marchés telles que Moët Hennessy détenue à 66% par LVMH et à 34% par Diageo ou United Spirits (un des leaders des spiritueux en Inde) est contrôlée (à un peu moins de 60%) par Diageo.

Le fait que la COFEPP puisse intervenir sur les mêmes marchés que MBWS ne signifie pas que celle-ci est concurrente directe de la Société comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer à plusieurs reprises dans les courriers qui ont été envoyés au concert.

Comme indiqué dès notre courrier du 2 mai 2024 et rappelé à plusieurs reprises depuis : *« si des produits commercialisés par la COFEPP peuvent se retrouver sur les mêmes linéaires de supermarchés que ceux commercialisés par le groupe MBWS – tout comme des produits commercialisés par une entité du groupe MBWS se retrouvent régulièrement sur les mêmes linéaires de supermarchés que ceux commercialisés par une de ses sociétés sœurs – il ne saurait en être déduit une volonté de concurrence de la part de la COFEPP, d'autant qu'une telle volonté s'avèrerait contre-productive dès lors que la COFEPP est directement intéressée aux résultats du groupe MBWS »*.

Par ailleurs, Marie Brizard et la COFEPP font partie du même groupe de sociétés en droit de la concurrence. Il s'agit d'une seule et même entreprise, peu important qu'elle soit composée de plusieurs personnes morales distinctes. A ce titre également la COFEPP est directement intéressée à la réussite de MBWS.

Cette situation est en réalité extrêmement répandue dans le secteur de l'alimentaire et dans d'autres secteurs. Dans le domaine des spiritueux, dans un contexte de marché dégradé, les rapprochements entre sociétés se multiplient et sont appelés à se poursuivre, conduisant à une concentration des marques sans pour autant engendrer de difficultés concurrentielles entre elles.

Les groupes Marie Brizard et COFEPP sont pleinement en mesure d'organiser la gestion de leurs différentes marques de façon à prévenir toute concurrence qu'elle soit interne à un portefeuille ou entre leurs portefeuilles respectifs.

En tout état de cause, chaque marque présente un positionnement marketing propre ainsi que des qualités produits spécifiques.

De la même manière les relations d'affaires avec le groupe COFEPP sont, contrairement à ce que le concert indique bénéfiques à la Société. Si la COFEPP est effectivement distributeur, partenaire et fournisseur d'entités du groupe MBWS, ce dernier est également distributeur, partenaire et fournisseur d'entités du groupe COFEPP. Des synergies opérationnelles ont été mises en place entre les deux groupes au bénéfice de tous et créateur de valeur pour l'ensemble des actionnaires de la Société. En revanche, l'affirmation du concert selon laquelle le groupe COFEPP est appelé à devenir le fournisseur exclusif de MBWS sur certaines activités à horizon 2027 est totalement erronée.

Les relations d'affaires sont des conventions courantes conclues à des conditions normales car ce sont des opérations qui sont effectuées par la Société dans le cadre de son activité ordinaire et conclues à des conditions habituellement pratiquées par la Société dans ses rapports avec les tiers de telle sorte que le groupe COFEPP ne retire pas de l'opération un avantage qu'il n'aurait pas eu s'il avait été un fournisseur ou un client quelconque de la Société.

La procédure applicable aux conventions libres portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales est décrite à la section 6.6 du document d'enregistrement universel qui reprend le texte de la charte qui a été adoptée par la Société. Cette charte avait par ailleurs été annexée au courrier envoyé au concert le 29 août 2024 en réponse à des questions relatives aux conventions réglementées.

Toute convention conclue en dehors de ce cadre serait qualifiée de réglementée. Les règles du Code de commerce sont ainsi rigoureusement respectées.

#### **Exposé des motifs du concert : Résolutions A à C - Fin anticipée des mandats de trois administrateurs**

La configuration du conseil d'administration de la Société aggrave la configuration capitalistique atypique exposée au préambule. Sur les dix membres qui le composent, six sont directement liés à la COFEPP, à commencer par son Président, M. Aymeric de Beauvillé. Y siègent notamment M. Jean-Pierre Cayard (Président du directoire de la COFEPP), son épouse Mme Édith Cayard et leur fille Mme Sylvia Bernard (Directrice générale de la COFEPP), aux côtés de M. Cyril Cahart et de Mme Anna Luc. Les administrateurs susceptibles d'apporter un contrepoids indépendant — au sens du Code Middledenext auquel la Société se réfère — ne sont, eux, qu'au nombre de deux.

Cette configuration prive le conseil de la masse critique d'indépendance que requiert une société cotée placée en position de filiale d'un concurrent direct, et rend objectivement impossible une délibération équilibrée sur les sujets impliquant l'actionnaire de contrôle — qu'il s'agisse des prix de transfert, de l'allocation de la trésorerie, des contrats d'approvisionnement, de la politique de distribution ou de la stratégie commerciale.

Il est dès lors de l'intérêt de la Société, comme de celui de l'ensemble de ses actionnaires, que la composition du conseil d'administration soit modifiée afin d'y restaurer la masse critique d'indépendance qu'exige sa situation. Le Concert propose en conséquence de mettre fin par anticipation aux mandats des trois administrateurs suivants, dont la situation personnelle ne permet pas l'exercice de la mission de surveillance dans des conditions d'indépendance suffisantes vis-à-vis de l'actionnaire de contrôle :

- Résolution A : Monsieur Cyril Cahart ;
- Résolution B : Monsieur Hachem Belghiti ;
- Résolution C : Monsieur Guillaume de Bélair.

Conformément à l'article L. 225-18, alinéa 2, du Code de commerce, les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire. La présente proposition n'emporte aucune appréciation sur la qualité personnelle des intéressés ; elle tend exclusivement à restaurer, par voie de remplacement (Résolutions D à F ci-après), une composition du conseil compatible avec la configuration capitalistique de la Société.

#### **Exposé des motifs du concert : Résolutions D à F - Nomination de trois administrateurs (MM. Sylvain Gaudillat, Giuseppe Rinaldi et Marc Tournier)**

En contrepartie des révocations proposées aux Résolutions A à C, le Concert propose à l'assemblée générale la nomination de trois administrateurs disposant tant de la compétence sectorielle et financière requise que de l'indépendance vis-à-vis de l'actionnaire de contrôle nécessaire à l'exercice effectif de leurs fonctions

Les compétences et le parcours des trois candidats — Monsieur Sylvain Gaudillat, Monsieur Giuseppe Rinaldi et Monsieur Marc Tournier — figurent dans les fiches administrateurs jointes en annexe, accompagnées de leur déclaration de non-condamnation. Aucun d'entre eux n'entretient de lien, direct ou indirect, avec la COFEPP, ses dirigeants ou ses sociétés affiliées.

En synthèse : (i) Monsieur Sylvain Gaudillat (63 ans), titulaire d'un Master en droit des affaires (Paris Nanterre) et diplômé de Sciences Po Paris (ECOFI), Président depuis 2021 de la société de conseil Kimperes Conseil spécialisée en M&A, structuration financière et gouvernance, ancien Directeur Stratégie et Développement de Société Générale Securities Services (SGSS) de 2009 à 2021 ; (ii) Monsieur Giuseppe Rinaldi (66 ans), titulaire d'un Master en Ingénierie Commerciale (Université de Mons), Président depuis 2021, à travers Mastrade, de la holding d'investissement Kentia (903 468 981 RCS Paris) — laquelle détient à ce jour 1 150 000 actions MBWS —, fondateur et dirigeant de plusieurs sociétés industrielles (Dexsil, Rxw Group, B+ Pharma, InnovaSil) entre 1995 et 2016 ; (iii) Monsieur Marc Tournier (63 ans), diplômé de l'ECCIP (1981), ancien Directeur général délégué et principal actionnaire de la société de gestion de portefeuille Tocqueville Finance S.A. (1996-2011), Directeur de la gestion collective et gérant de FCP Ulysse, plus récemment Analyste Pilote Projets Financiers chez Nortia SAS (2015-2021) — détenant à titre personnel 886 107 actions MBWS, étant précisé que le groupe familial Tournier détient au total une participation plus importante dont le détail figure dans la fiche administrateur jointe.

L'arrivée de ces trois administrateurs aurait pour effet d'atteindre au sein du conseil d'administration la masse critique requise pour permettre une délibération effective du conseil sur les sujets impliquant l'actionnaire de contrôle — en particulier l'examen des conventions intragroupes, le suivi de l'évolution des engagements d'approvisionnement, l'arbitrage de la politique d'allocation de la trésorerie et de distribution, ainsi que la stratégie commerciale et industrielle du Groupe.

Les mandats proposés sont d'une durée de six années, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031, conformément aux statuts de la Société.

#### **Commentaires du Conseil d'administration sur les résolutions A à F :**

La gouvernance de la Société ne nous semble pas devoir être changée :

- La taille du Conseil d'administration a été réduite en 2024 de 12 à 10 membres afin de l'adapter à l'organisation de la Société. En conséquence la part d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration a augmenté. A l'inverse le concert propose, comme indiqué ci-dessous, de baisser la part d'indépendants ce qui n'est pas souhaitable.
- Concernant la présence de 6 membres liés à la COFEPP sur les 10 membres du Conseil d'administration, il est usuel et légitime que l'actionnaire de contrôle soit majoritaire au sein des instances de gouvernance de la société contrôlée ce qui est reconnu par les codes de gouvernement d'entreprise qui distinguent, en matière de composition des conseils, sociétés contrôlées et sociétés à capital dispersé.

L'exposé des motifs du concert nous semble confus. Il est indiqué à juste titre que les 6 membres liés à la COFEPP sont Monsieur Aymeric de Beauvillé, Monsieur Jean-Pierre Cayard, Madame Édith Cayard, Madame Sylvia Bernard, Monsieur Cyril Cahard et Madame Anna Luc. Le concert indique ensuite proposer de mettre fin aux mandats de 3 administrateurs « *dont la situation personnelle ne permet pas l'exercice de la mission de surveillance dans des conditions d'indépendance suffisantes vis-à-vis de l'actionnaire de contrôle* ». Pourtant sur les 3 administrateurs dont la révocation est proposée 2 ne sont pas liés à la COFEPP : Monsieur Hachem Belghiti est lié à Diana Holding et Monsieur Guillaume de Bélair est administrateur indépendant.

- Par ailleurs, le concert prend le soin d'indiquer que sa proposition de révocation des 3 administrateurs actuels (Monsieur Cyril Cahard, Monsieur Hachem Belghiti et Monsieur Guillaume de Bélair) « *n'emporte aucune appréciation sur la qualité personnelle des intéressés* ». Toutefois, en l'absence de tout grief formulé à l'encontre de ces derniers, la justification d'une telle demande interroge. À aucun moment le concert n'expose les raisons pour lesquelles ces trois administrateurs seraient visés plutôt que d'autres. Dans ces conditions, il n'apparaît pas justifié de recommander aux actionnaires de voter en faveur de leur révocation, dès lors que le concert indique lui-même que cette proposition « *n'emporte aucune appréciation sur la qualité personnelle des intéressés* ».

- La Société respecte la recommandation n°3 du code de gouvernement d'entreprise Middledenext auquel elle se réfère avec la présence de 2 administrateurs indépendants au sein de son Conseil. Ces administrateurs :
  - n'ont jamais été salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe ;
  - n'ont jamais été en relation d'affaire significative avec la Société ou son groupe ;
  - ne sont pas actionnaires de référence ;
  - n'ont pas de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
  - n'ont jamais été commissaire aux comptes de l'entreprise.

Ils remplissent chacun des critères susvisés et leur indépendance ne saurait être remise en cause. Pourtant le concert affirme de façon non étayée que la situation personnelle de Monsieur Guillaume de Bélair « *ne permet pas l'exercice de la mission de surveillance dans des conditions d'indépendance suffisantes vis-à-vis de l'actionnaire de contrôle* ».

Dès lors qu'aucun grief ne peut lui être reproché dans l'accomplissement de sa mission nous ne voyons pas de nécessité de remplacer un des administrateurs indépendants.

En revanche, il doit être relevé que la nomination de Messieurs Gaudillat, Rinaldi et Tournier avait été proposée l'an dernier à l'assemblée générale. Le Conseil d'administration avait constaté qu'aucun des candidats présentés par le concert ne pouvait être qualifié d'indépendant. Ces candidats ne sont pas davantage indépendants cette année puisque chacun est membre (directement) du concert et donc lié à un groupe d'actionnaires détenant plus de 10 % du capital et plus de 6 % des droits de vote de la Société. Or le code Middledenext indique de manière univoque que pour bénéficier d'une présomption d'indépendance, il ne faut pas détenir un pourcentage de droits de vote significatif.

Ainsi adopter les résolutions A, B, C, D, E, F conduirait la Société à violer le code de gouvernance auquel elle est soumise en ne conservant qu'un seul administrateur indépendant, au lieu des deux prescrits par le code Middledenext dégradant la masse critique d'indépendance au sein du Conseil d'administration.

**Pour ces raisons le Conseil d'administration a décidé de ne pas agréer les projets de résolutions A, B, C, D, E, et F présentés par le concert et recommande aux actionnaires de voter contre.**

#### **Résolution A : Fin du mandat d'administrateur de Monsieur Cyril Cahart**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la demande d'inscription de résolution adressée au Président du Conseil d'administration, décide de mettre fin par anticipation au mandat d'administrateur de Monsieur Cyril Cahart, avec effet à compter de ce jour.

#### **Résolution B : Fin du mandat d'administrateur de Monsieur Hachem Belghiti**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la demande d'inscription de résolution adressée au Président du Conseil d'administration, décide de mettre fin par anticipation au mandat d'administrateur de Monsieur Hachem Belghiti, avec effet à compter de ce jour.

#### **Résolution C : Fin du mandat de Monsieur Guillaume de Bélair**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la demande d'inscription de résolution adressée au Président du

Conseil d'administration, décide de mettre fin par anticipation au mandat d'administrateur de Monsieur Guillaume de Bélair, avec effet à compter de ce jour.

#### **Résolution D : Nomination de Monsieur Sylvain Gaudillat en qualité d'administrateur**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la demande d'inscription de résolution adressée au Président du Conseil d'administration, décide de nommer Monsieur Sylvain Gaudillat en qualité d'administrateur de la Société, avec effet à compter de ce jour, pour une durée de six années qui expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

#### **Résolution E : Nomination de Monsieur Giuseppe Rinaldi en qualité d'administrateur**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la demande d'inscription de résolution adressée au Président du Conseil d'administration, décide de nommer Monsieur Giuseppe Rinaldi en qualité d'administrateur de la Société, avec effet à compter de ce jour, pour une durée de six années qui expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

#### **Résolution F : Nomination de Monsieur Marc Tournier en qualité d'administrateur**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la demande d'inscription de résolution adressée au Président du Conseil d'administration, décide de nommer Monsieur Marc Tournier en qualité d'administrateur de la Société, avec effet à compter de ce jour, pour une durée de six années qui expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

#### **Exposé des motifs du concert : Résolution G : Amendement à la troisième résolution (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025)**

Marie Brizard Wine & Spirits se trouve, depuis trois exercices consécutifs, sur une trajectoire pérenne de rentabilité opérationnelle. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a dégagé, au niveau consolidé, un EBITDA de 13,6 millions d'euros et un résultat net part du Groupe de 9,1 millions d'euros, pour des capitaux propres consolidés de 221,7 millions d'euros. Au niveau social, les capitaux propres de la Société ressortent à 183 452 milliers d'euros au 31 décembre 2025, dont 74 019 milliers d'euros au titre du poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport ». La structure financière est très largement assainie et la solidité bilancielle ne fait aucun doute.

À la suite de l'augmentation de capital du 2 février 2021, d'un montant de 100 872 775,50 euros, la Société dispose d'une trésorerie nette positive structurelle, qui s'établit à 45,3 millions d'euros au 31 décembre 2025. Cette trésorerie représente plus du quart du chiffre d'affaires consolidé annuel et excède très significativement les besoins d'exploitation. Elle est de surcroît non investie : au bilan social au 31 décembre 2025, les disponibilités s'élèvent à 36 647 milliers d'euros tandis que les valeurs mobilières de placement ne représentent que 475 milliers d'euros, dont 387 milliers d'euros d'actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité — la Société elle-même reconnaissant, dans son document d'enregistrement universel 2025, ne disposer d'« aucun placement financier susceptible d'être exposé à un risque de fluctuation de cours » à l'exception de ces actions propres.

Aucun des projets de croissance externe annoncés, exercice après exercice, depuis cette opération d'augmentation de capital n'a abouti à une opération d'une taille significative ; la seule opération mentionnée par la Société dans ce même document, à savoir l'acquisition fin 2025 d'une société de distribution au Danemark, marché par ailleurs présenté comme en recul, est sans commune mesure avec les ressources disponibles et ne saurait justifier la rétention prolongée de la trésorerie au bilan.

Dans le même temps, la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des exercices clos les 31 décembre 2022, 2023 et 2024, et son document d'enregistrement universel 2025 reconnaît expressément qu'« au vu de sa situation financière, la Société n'a pas arrêté de politique en matière de distribution de dividendes » (DEU 2025, § 7.4.2). Cette absence prolongée de retour à l'actionnaire, et l'absence reconnue de toute politique en la matière, sont d'autant moins justifiables que la Société présente la configuration capitalistique atypique exposée au préambule : dans une telle configuration, le maintien d'une trésorerie excédentaire non investie au bilan, en l'absence de tout projet d'investissement de taille significative, expose les actionnaires minoritaires à un risque manifeste d'extraction indirecte de valeur au profit de l'actionnaire de contrôle, et porte une atteinte caractérisée tant à l'intérêt social qu'au principe d'égalité de traitement entre actionnaires.

Le dividende proposé, d'un montant de 0,04 euro par action, représente, pour les 111 989 823 actions composant le capital social, un effort de trésorerie d'environ 4,48 millions d'euros, soit moins de 10 % de la trésorerie nette disponible et 6 % seulement du poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport » figurant au bilan social au 31

décembre 2025 (74 019 milliers d'euros). Eu égard au niveau du report à nouveau et au montant du bénéfice de l'exercice 2025 au niveau social, le dividende sera prélevé intégralement sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport ». Une telle distribution préserve intégralement le capital social, la capacité d'investissement de la Société et le gage des créanciers.

Elle s'inscrit dans le cadre fixé par les articles L. 232-11, alinéa 2, et L. 232-12 du Code de commerce, aux termes desquels l'assemblée générale est seule compétente pour décider de l'affectation du résultat et fixer la part attribuée aux associés à titre de dividende, et peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ou primes dont elle a la disposition. En application de l'article 112, 1° du Code général des impôts, la répartition ainsi opérée s'analyse comme un remboursement d'apport qui n'est pas qualifié de revenu distribué et n'est donc pas soumise à imposition à ce titre dans le chef des actionnaires.

C'est dans ces conditions, et eu égard tant à l'intérêt social qu'au principe d'égalité de traitement entre actionnaires, qu'il est proposé d'amender la troisième résolution à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la Société afin d'y inscrire la distribution d'un dividende ordinaire de 0,04 euro par action, prélevé intégralement sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport ».

#### **Commentaires du Conseil d'administration :**

Monsieur Marc Tournier relève que la Société se trouve « *depuis trois exercices, sur une trajectoire pérenne de rentabilité opérationnelle* ». L'exposé des motifs de son projet de résolution relevait quant à lui l'an dernier que la Société était « *depuis maintenant trois ans sur une trajectoire pérenne d'EBITDA* ». Un an est passé, et le Conseil d'administration relève que cela fait donc quatre ans que la Société est sur une trajectoire pérenne, ce dont il y a lieu de se féliciter.

Le Conseil d'administration continue d'estimer pour sa part, que la Société bien que sur la voie du retournement est fragile.

L'exercice 2025 a ainsi été impacté par l'inflation sur le coût de revient des liquides en fin de maturation, les négociations commerciales annuelles difficiles avec la grande distribution et les déréférencements qui s'en sont suivis.

L'exercice 2026 la Société est actuellement impacté par un niveau de coûts toujours élevé une reprise lente de la distribution à la suite des déréférencements intervenus en 2025. S'y ajoute :

- le conflit au Moyen Orient qui génère des perturbations sur le transit maritime international, des surcharges de carburant sur les transports terrestres, l'augmentation du coût de certains intrants ainsi que des délais d'approvisionnement rallongés ;
- la mise en place de nouvelles mesures tarifaires temporaires par les Etats-Unis.

Par ailleurs, la Société doit composer avec le contexte actuel de ralentissement et de consolidation du marché des vins et spiritueux marqué aussi par une baisse constatée de la consommation d'alcool chez les jeunes adultes et une sensibilité accrue aux enjeux de santé.

Concernant l'utilisation de la trésorerie de la Société et comme il a déjà été rappelé l'an dernier, celle-ci permettra de réaliser, dans les années à venir, des investissements industriels significatifs qui devront être menés dans certains établissements de production.

Enfin, les projets de croissance externe sont une priorité pour la Société. La Société maintient constamment un « pipeline » fourni de projets d'acquisition, et participe régulièrement à des process d'acquisition lorsque les opportunités s'inscrivent dans son plan de développement. Elle continue à rester attentive aux opportunités de marché. Dans ce cadre, l'utilisation de la capacité d'autofinancement de la Société demeure privilégiée au recours à des financements externes dont le coût est particulièrement élevé.

**Pour ces raisons le Conseil d'administration a décidé de ne pas agréer la résolution G présentée par le concert et recommande aux actionnaires de voter contre.**

**Résolution G : Amendement à la troisième résolution (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025)**

L'Assemblée Générale, après avoir constaté (i) que les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2025 comprennent un bénéfice de l'exercice de 71 milliers d'euros et un poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport » de 74 019 milliers d'euros, (ii) que le bilan social au 31 décembre 2025 ne fait apparaître, hors la réserve légale, aucune autre réserve distribuable, ni écart de réévaluation, ni subvention d'investissement, ni provision réglementée, et (iii) que le bénéfice de l'exercice est, en application de l'article L. 232-11 du Code de commerce, intégralement absorbé par les pertes antérieures portées au compte « Report à nouveau » (51 683 milliers d'euros), de sorte que le bénéfice distribuable est nul, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et de prélever sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport », conformément à l'article L. 232-11, alinéa 2, du Code de commerce, de la façon suivante :

Le résultat distribuable est, en application de l'article L. 232-11 du Code de commerce et de l'article 33 des statuts de la Société, constitué :

- au titre du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025, d'une somme totale de 71 milliers d'euros ;
- majoré, en application de l'article L. 232-11, alinéa 2, du Code de commerce, d'un prélèvement sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport » figurant au passif du bilan au 31 décembre 2025 pour un montant total de 74 019 milliers d'euros, dont l'Assemblée Générale a la disposition.

L'affectation du résultat et la distribution sont proposées comme suit :

- 3,55 milliers d'euros issus du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025 seront affectés à la réserve légale, ainsi portée à 4 261,55 milliers d'euros ;
- 67,45 milliers d'euros issus du solde du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025 seront affectés au poste « Report à nouveau », ainsi porté de (51 683) milliers d'euros à (51 615,55) milliers d'euros ;
- 4 479 592,92 euros prélevés sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport » seront versés à titre de dividende ordinaire, ramenant ce poste de 74 019 milliers d'euros à 69 539,41 milliers d'euros.

L'Assemblée générale décide en conséquence de verser, à titre de dividende ordinaire au titre de l'exercice 2025, un montant de 0,04 euro par action, prélevé intégralement sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport », pour chacune des 111 989 823 actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance. Le montant total ainsi distribué s'élève à 4 479 592,92 euros. Sa mise en paiement interviendra à partir du 1er juillet 2026, avec une date de détachement fixée au 27 juin 2026.

Il est précisé que cette distribution, intégralement prélevée sur le poste « Prime d'émission, de fusion et d'apport », constitue un remboursement de prime au sens de l'article 112, 1° du Code général des impôts. Cette répartition ne constitue pas un revenu distribué et n'est donc pas soumise, à ce titre, à imposition ou à taxation entre les mains des actionnaires.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois exercices précédents.

**Exposé des motifs du concert : Résolution H : Résolution consultative sur le respect de la norme IAS 24 et des obligations de transparence en matière de transactions avec les parties liées du groupe COFEPP**

Le Concert appelle l'attention de l'assemblée sur les insuffisances de l'information financière publiée par la Société quant aux transactions avec les parties liées du groupe COFEPP, et sur la responsabilité particulière incombant aux commissaires aux comptes Forvis Mazars et KPMG.

Les défaillances constatées sont exposées en détail dans les courriers adressés par le Concert à l'Autorité des marchés financiers en date du 14 avril 2026 et aux commissaires aux comptes de la Société en date du 20 avril 2026, auxquels il est expressément renvoyé. Elles portent, en synthèse, sur :

(i) l'apparition tardive et réactive, dans le seul document d'enregistrement universel 2025 — publié postérieurement aux courriers du Concert —, des achats de matières premières réalisés auprès des entités liées au groupe COFEPP (10,5 M€ au titre de 2024 et 7,5 M€ au titre de 2025), alors même que la relation d'approvisionnement en bulk whisky avec la société Glen Turner Company Ltd, filiale à 100 % de COFEPP, est présentée comme remontant à

2016, ce qui interroge directement les critères de matérialité retenus par la Société et ses commissaires aux comptes ;

(ii) l'absence totale d'information publique sur les conditions économiques, la durée, les engagements minimums et les engagements hors bilan associés aux contrats d'approvisionnement intragroupe, dans un contexte où le total des engagements d'achats de matières premières hors bilan s'élève à environ 235 M€ au 31 décembre 2025 (dont 31 M€ à moins d'un an, 60 M€ entre un et trois ans et 144 M€ à plus de trois ans), et où les approvisionnements en bulk whisky auprès des sociétés liées à COFEPP représenteraient désormais environ 25 % des volumes concernés et sont appelés à représenter la totalité de cet approvisionnement à horizon 2027 ;

(iii) la qualification systématique en « conventions courantes conclues à des conditions normales » de l'ensemble des flux intragroupes (7,5 M€ d'achats, 16,0 M€ de ventes de produits finis, 2,8 M€ de prestations de services au titre de 2025), sans démonstration positive du respect du principe de pleine concurrence au sens d'IAS 24 § 23 et sans qu'aucune convention réglementée correspondante ne soit déclarée — les sections 6.4 et 6.5 du document d'enregistrement universel 2025 demeurant intégralement renvoyées à « Néant » ; et

(iv) l'absence de réconciliation explicite entre les informations relatives aux parties liées figurant aux annexes IFRS (note 6 des comptes consolidés) et celles présentées au titre des conventions réglementées (articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce), en méconnaissance de la Recommandation AMF n° 2012-05 modifiée le 29 avril 2021.

Le commissaire aux comptes n'est pas un simple certificateur des comptes : la loi lui confie, à l'égard de l'assemblée générale, trois obligations qui se complètent. Premièrement, il doit signaler de lui-même à l'assemblée les irrégularités et inexactitudes qu'il relève ; cette obligation est autonome, c'est-à-dire qu'elle s'impose indépendamment de l'opinion qu'il émet par ailleurs sur les comptes (article L. 821-10 du Code de commerce). Deuxièmement, il doit vérifier que les informations communiquées aux actionnaires sont sincères et concordent avec les comptes (article L. 821-54 du Code de commerce). Troisièmement, il doit répondre, en séance, aux demandes d'explications des actionnaires sur ses rapports et ses diligences (articles L. 225-108, L. 821-65 et D. 821-185 du Code de commerce). Pour exercer ces missions, la loi lui reconnaît des pouvoirs d'investigation étendus (articles L. 821-60 et L. 821-61 du Code de commerce).

Comme toute résolution consultative, la présente résolution n'a pas pour objet de se substituer aux décisions qui relèvent du conseil d'administration ou des commissaires aux comptes, ni de leur donner d'instruction : elle a pour seul but d'exprimer formellement l'opinion des actionnaires sur la gravité des manquements constatés, et d'inviter ainsi ces organes à en tirer les conséquences.

#### **Commentaires du Conseil d'administration :**

Le code de commerce, qui fixe les règles de fonctionnement des assemblées d'actionnaires, ne prévoit rien de tel qu'une « résolution consultative » proposée par le concert. Le code de commerce prévoit que certaines prérogatives relèvent de la compétence du Conseil d'administration, quand d'autres relèvent de l'assemblée générale. Pour celles qui relèvent de l'assemblée générale les actionnaires votent sur des résolutions, qui s'imposent au Conseil d'administration. Le concept de « résolution consultative » n'existe pas. L'exposé des motifs du concert nous indique que son projet ne vise pas à « *se substituer aux décisions du conseil d'administration ou des commissaires aux comptes ni de leur donner instruction mais à exprimer formellement l'opinion des actionnaires et inviter ces organes à en tirer les conséquences* ». Le Conseil d'administration relève que la loi donne des moyens aux actionnaires pour ce faire, lesquels ne prévoient pas de « *résolution consultative* ». Pour cette seule raison il y aurait lieu de ne même pas soumettre ce projet de résolution consultative au vote des actionnaires puisque son adoption pourrait conduire à des contentieux sur les pouvoirs des organes sociaux.

Au surplus, l'exposé des motifs renvoie expressément à des courriers dont les actionnaires ne disposent pas. Ces courriers sont résumés dans l'exposé des motifs et on comprend qu'ils contestent en substance la qualification en « conventions courantes conclues à des conditions normales » des flux intragroupes.

Cette suspicion n'est pas nouvelle et le conseil d'administration regrette la tentative du concert d'instituer un climat délétère entre les actionnaires et les administrateurs qu'ils ont pourtant désignés. Le concert a déjà utilisé de nombreux moyens pour contester cette qualification : il a mobilisé le management en 2024 à l'occasion de plusieurs réunions et autres échanges de courriers, il a cru bon d'assigner la société devant le tribunal de commerce à l'effet de voir désigner un expert de gestion, le tribunal ayant rejeté toutes ses prétentions et condamné ses membres à régler les frais engagés, il soumet désormais une « résolution consultative » à la validité contestable.

Enfin l'exposé des motifs et le projet de résolution apparaissent confus, mêlant des griefs dirigés contre divers intervenants à des invectives à l'encontre des commissaires aux comptes.

Pour autant, le conseil d'administration loue la volonté du concert de donner la possibilité aux actionnaires de se prononcer sur la régularité de l'information financière de la Société relative aux transactions avec les parties liées.

Ainsi le conseil d'administration invite les actionnaires à s'exprimer sur le projet soumis par le concert :

- Soit les actionnaires considèrent que l'information financière est déficiente et il y a lieu d'approuver la résolution soumise
- Soit les actionnaires considèrent que l'information financière est régulière et il y a lieu de rejeter la résolution soumise

**Pour ces raisons le Conseil d'administration a décidé de ne pas agréer la résolution H présentée par le concert et recommande aux actionnaires de voter contre.**

**Résolution H : Résolution consultative sur le respect de la norme IAS 24 et des obligations de transparence en matière de transactions avec les parties liées du groupe COFEPP**

L'Assemblée Générale, statuant à titre consultatif dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- du rapport général et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur ledit exercice ;
- de l'exposé des motifs de la présente résolution adressé par le Concert ;
- des observations adressées en séance par les commissaires aux comptes, conformément à l'article L. 821-10 du Code de commerce, sur la conformité de la Société, pour les besoins de l'établissement des comptes, à ses obligations au titre de la norme IAS 24 ainsi que les diligences spécifiquement mises en œuvre par leurs cabinets pour vérifier le respect de cette norme par la Société ;

1°) constate que l'information financière publiée par la Société au titre des exercices 2022 à 2025 ne satisfait pas, à plusieurs égards, aux exigences de la norme IAS 24 ainsi rappelées.

2°) invite les commissaires aux comptes de la Société à compléter, à l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, leur communication par toute observation utile au titre de l'article L. 821 - 10 du Code de commerce sur les irrégularités et inexactitudes ainsi caractérisées.

-----

**A. – Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée**

Les actionnaires souhaitant assister à cette assemblée, s'y faire représenter ou voter par correspondance, devront justifier de la propriété de leurs actions au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris (soit le 18 juin 2026 à zéro heure, heure de Paris) :

- pour l'actionnaire nominatif, par inscription en compte de ses actions sur les registres de la Société tenus par son mandataire, Uptevia,
- pour l'actionnaire au porteur, par l'inscription en compte de ses actions, à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte (dans le cas d'un actionnaire non résident) dans son compte titres, tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier qui le gère.

Cette inscription en compte des actions doit être constaté par une attestation de participation (ou une attestation d'inscription en compte) délivrée par l'intermédiaire habilité, qui apportera ainsi la preuve de sa qualité d'actionnaire.

L'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité doit être jointe au formulaire de vote par correspondance ou par procuration adressés, par l'intermédiaire habilité, à Uptevia, Service Assemblées, **90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.**

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité, dans les délais et conditions prévus à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce et rappelés ci-dessus, pourront participer à cette assemblée.

## B. – Modes de participation à cette assemblée

1. Les actionnaires désirant assister personnellement à cette assemblée pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- pour l'actionnaire nominatif : demander une carte à l'aide du formulaire de vote qui lui sera adressé avec la convocation et de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal ou se présenter le jour de l'assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ;
- pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir (au choix) au Président de l'assemblée, à leur conjoint, au partenaire avec lequel un pacte civil de solidarité a été conclu, à un autre actionnaire ou encore à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues à l'article L.225-106 I du Code de commerce, pourront :

- pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia, Service Assemblées, sise **90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex** ;
- pour l'actionnaire au porteur : demander le formulaire unique de vote à son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, puis lui renvoyer daté et signé. Ce dernier se chargera de le transmettre à Uptevia accompagné d'une attestation de participation.

L'actionnaire au porteur peut aussi renvoyer son formulaire daté et signé accompagné d'une attestation de participation à Uptevia.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte qu'à condition de parvenir trois (3) jours calendaires au moins avant la date de l'assemblée, au siège social de la Société ou à Uptevia, Service Assemblées, à l'adresse ci-dessus. Afin que le formulaire de vote dûment rempli et signé et, le cas échéant, la désignation ou révocation de mandataire soit valablement pris en compte, il devra être envoyé à l'établissement teneur de compte suffisamment en amont pour être reçu par Uptevia au plus tard trois jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, soit le lundi 22 juin 2026 à 23h59 (heure de Paris).

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

3. Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, et sous réserve d'avoir retourné préalablement à Uptevia, un formulaire de procuration dûment complété, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif pur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : [actionnaire@mbws.com](mailto:actionnaire@mbws.com) en précisant leur nom, prénom, adresse et leur identifiant communiqué par Uptevia pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ;
- pour les actionnaires au nominatif administré ou au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : [actionnaire@mbws.com](mailto:actionnaire@mbws.com) en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite à la Société (par courrier adressé au siège social).

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'assemblée générale pourront être prises en compte.

4. Un actionnaire peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de

participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

#### **C. – Questions écrites et consultation des documents mis à la disposition des actionnaires**

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites au Président du Conseil d'administration. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le 19 juin 2026. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Conformément à l'article L. 225-108 du Code de commerce, la réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales sont disponibles, au siège social de la Société : 10-12, avenue du Général de Gaulle – 94220 Charenton-le-Pont et, pour les documents prévus à l'article R.225-73-1 du Code de commerce, sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : [www.mbws.fr](http://www.mbws.fr)

#### **E. – Retransmission audiovisuelle**

Conformément aux articles L. 22-10-38-1, R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'assemblée générale fera l'objet d'une retransmission en direct et en différé sur le site internet de la Société : [www.mbws.com](http://www.mbws.com)

Le Conseil d'administration